

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE NEUFLIZE OBC

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 383.507.453 €

Siège social : 3 Avenue Hoche – 75008 Paris

552.003.261 R.C.S. Paris

Documents comptables approuvés par l'assemblée générale du 26 mai 2021**I. – Bilan au 31 décembre 2020**

(En milliers d'euros.)

Actif	Référence note de l'annexe	2020	2019
Caisse, banques centrales, CCP		665 323	999 510
Effets publics et valeurs assimilées	A1-A8	122 132	220 802
Créances sur les établissements de crédit	A2	4 158 377	3 940 846
- à vue		2 758 870	2 533 830
- à terme		1 399 507	1 407 016
Créances sur la clientèle	A3-A8	4 056 613	3 958 721
- Créances commerciales		3 577	2 550
- Autres concours à la clientèle		3 378 242	3 201 530
- Comptes ordinaires débiteurs		674 795	754 641
Actions et autres titres à revenu variable	A1-A8	7 757	20 580
Participations et activité de portefeuille	A4-A8	7 067	9 801
Parts dans les entreprises liées	A4-A8	250 019	235 641
Immobilisations incorporelles	A5	35 366	35 724
Immobilisations corporelles	A5	48 714	72 353
Autres actifs	A6	79 721	35 172
Comptes de régularisation	A7	42 119	73 406
Total de l'actif		9 473 208	9 602 556

Passif	2020	2019
Dettes envers les établissements de crédit	2 121 279	2 014 518
- à vue	148 597	150 953
- à terme	1 972 682	1 863 565
Comptes créditeurs de la clientèle	6 512 476	6 763 295
Comptes d'épargne à régime spécial	959 472	890 564
- à vue	944 951	875 762
- à terme	14 521	14 802
Autres dettes	5 553 004	5 872 731
- à vue	3 555 129	3 981 151
- à terme	1 997 875	1 891 580
Autres passifs	28 758	29 954
Comptes de régularisation	56 555	69 960
Provisions	44 818	34 299
Capitaux propres hors FRBG	709 323	690 529
- Capital souscrit	383 507	383 507
- Prime de fusion	167 080	167 080
- Réserves	61 812	59 460
- Provisions réglementées	432	451
- Report à nouveau (+/-)	-112 316	34 553
- Résultat de l'exercice (+/-)	208 807	45 478
Total du passif	9 473 208	9 602 556

Hors bilan	2020	2019
Engagements donnés		
- Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	17 679	17 889
- Engagements de financement en faveur de la clientèle	573 282	553 003
- Engagements de garantie	163 228	182 441
d'ordre d'établissements de crédit	25 891	26 759
d'ordre de la clientèle	137 337	155 682
- Opération en Devises	520 273	129 834
- Opérations sur instruments de taux d'intérêts	262 169	387 160
- Opérations sur instruments de change	690	5 570
- Opérations sur autres instruments	141 434	295 451
Engagements reçus		
- Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	728 583	338 881
- Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	205 456	95 879
- Engagements de garantie reçus de la Clientèle	1 792 968	1 675 658
- Engagements sur titres	20 000	35 000
- Opérations en devises	515 584	129 684
- Opérations sur instruments de taux d'intérêts	257 573	392 037
- Opérations sur instruments de change	690	5 570
- Opérations sur autres instruments	141 434	295 451
- Autres engagements reçus	1 410 783	1 227 414

II. – Compte de résultat

en milliers d'euros	Référence note de l'annexe	2020	2019
Produits nets d'intérêts	R - 1	389 034	151 780
+ Intérêts et produits assimilés		127 167	138 075
sur opérations avec les Etablissements de crédit		45 221	46 358
sur opérations avec la Clientèle		79 356	84 091
sur obligations et autres titres à revenu fixe		2 590	7 625
- Intérêts et charges assimilées		-14 532	-20 576
sur opérations avec les Etablissements de crédit		-10 887	-13 739
sur opérations avec la Clientèle		-3 645	-6 837
+ Revenus des titres à revenu variable	R - 1 - 1	276 399	34 281
Produits nets des commissions	R - 2	93 078	89 701
+ Commissions (produits)		101 622	97 198
- Commissions (charges)		-8 544	-7 496
Résultat net des opérations financières		2 884	4 036
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	R - 3	4 127	4 521
solde en bénéfice sur titres de transaction		-256	-73
solde en bénéfice sur opérations de change		3 171	3 455
solde en bénéfice sur instruments financiers		1 211	1 138
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	R - 3 - 1	-1 243	-484
solde en bénéfice(+) ou pertes(-) sur titres de placement		-1 243	-484
Autres charges et produits nets d'exploitation bancaire	R - 4	-4 047	-2 856
+ Autres produits d'Exploitation bancaire		53	552
- Autres charges d'Exploitation bancaire		-4 100	-3 408
Produit net bancaire		480 948	242 661
- Charges générales d'exploitation	R - 5	-167 309	-173 363
frais de personnel		-97 530	-97 086
autres frais administratifs		-69 779	-76 277
- Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles		-3 670	-4 969
Total frais généraux		-170 979	-178 332
Résultat brut d'exploitation		309 969	64 329

- Coût du risque	R - 6	-8 848	-8 295
Résultat d'exploitation		301 121	56 034
- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	R - 7	-4 302	1 344
+/- Résultat courant avant impôt		296 820	57 378
+/- Résultat exceptionnel	R - 8	12 140	0
- Impôt sur les bénéfices	R - 8	-100 171	-11 905
- Dotations ou reprises provisions réglementées		19	4
- Provision pour Investissement			
Résultat de l'exercice (+ / -)		208 807	45 478

III. – Annexe aux comptes sociaux au 31 décembre 2020

Faits marquants :

La pandémie de Covid-19 a engendré des perturbations pour les clients, les fournisseurs et le personnel. Les Gouvernements, banques centrales et autorités réglementaires ont répondu à cette crise avec des mesures d'ordre monétaire, budgétaire et réglementaire afin d'apporter un soutien financier aux agents économiques. Les résultats de Neuflyze OBC au 31 décembre 2020 sont présentés dans le contexte de cette crise sanitaire mondiale sans précédent.

Neuflyze OBC a conclu une opération de cession « Lease Back » de son immeuble de bureaux « 3 avenue Hoche - Paris » en date du 30 septembre 2020. La majeure partie de la plus-value réalisée consécutivement à cette opération a fait l'objet d'une distribution anticipée de dividendes aux actionnaires.

Dans le cadre des mesures de soutien à l'économie à la suite de la crise sanitaire, La BCE a annoncé le 30 avril 2020 et le 10 décembre 2020 la mise en place d'opérations de refinancement à destination des banques (« TLTRO ») dans la zone EURO avec des taux très bas (-1 % jusqu'à juin 2022), sur des durées longues (jusqu'à fin 2024) et avec des conditions d'accessibilité étendues.

En 2020, la Banque Neuflyze OBC a continué ses travaux d'adaptation de son système d'informations afin de prendre en compte la nouvelle définition du défaut au titre de l'article 178 du règlement (UE) n° 575/2013. Il s'agit d'un changement de modalité d'estimation occasionné par l'évolution d'un texte réglementaire et non comptable.

Dorénavant, les contreparties dont le dépassement est supérieur à 500 € et 1 % des expositions bilanciels sur une période ininterrompue de 90 jours sont systématiquement déclassés en défaut.

Au 31 décembre 2020, 51 dossiers ont été concernés par la mise en place de cette nouvelle réglementation, sans impact résultat (pas de complément de provisionnement).

Evènements postérieurs à la clôture

Banque Neuflyze OBC et ABN AMRO Bank ont signé en date du 1^{er} février 2021 un contrat de cession portant sur 270.251 actions détenues par la Banque Neuflyze OBC dans ABN AMRO Investment Solutions. Cette cession a été autorisée par le Conseil de surveillance d'ABN AMRO Investment Solutions en date du 14 décembre 2020 et par le Conseil de surveillance de la Banque Neuflyze OBC en date du 17 décembre 2020.

Cette opération traitée comme un événement postérieur à la clôture ne requiert pas d'ajustement sur les états financiers de l'exercice 2020.

Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes sociaux

La présentation des états financiers relative à l'exercice 2020 est conforme aux dispositions du règlement ANC n°2014-07 du 26/11/2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Le compte de résultat publiable constitue le modèle d'analyse de la formation du résultat donnant le produit net bancaire, le résultat brut d'exploitation et le résultat net.

Les charges générales d'exploitation et le produit net bancaire sont présentés nets des transferts de charges qui s'y rapportent.

1. – Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

Conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent.

Conformément aux principes comptables applicables aux établissements de crédit français, les méthodes d'évaluation prennent en compte, pour la majorité des opérations, l'intention dans laquelle celles-ci ont été conclues.

1.1. – Conversion des comptes en devises

Les actifs, passifs et engagements de hors bilan libellés en devises sont valorisés aux cours de change officiels du marché au comptant à la clôture de l'exercice. Les écarts de change ainsi dégagés sont enregistrés en résultat.

1.2. – Commissions sur prestations de services

Elles sont enregistrées en produits et charges en fonction de leur nature. Les produits de commissions rémunérant des services continus sont étalés sur la durée de la prestation rendue (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres...).

1.3. – Créances et engagements sur établissements de crédit et clientèle

Généralités

Les créances sur établissements de crédit comprennent les créances détenues au titre des opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédits, à l'exception de ceux qui sont matérialisés par un titre.

Seules les dettes et créances répondant aux conditions suivantes font l'objet d'une compensation comptable au bilan : même contrepartie, exigibilité et devises identiques, même entité de comptabilisation. Les intérêts courus sur les créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature au hors-bilan correspondent :

- aux engagements irrévocables de concours en trésorerie
- aux engagements de garantie n'ayant pas donné lieu à mouvements de fonds.

Traitement des créances douteuses

La Banque NEUFLIZE OBC applique le règlement ANC n°2014-07 ainsi que les dispositions de l'avis 2006-16 du 21/12/2006 sur le déclassement en douteux des découverts repris par l'article 2221-2 du règlement ANC n°2014-07.

Dès lors qu'un engagement est porteur d'un risque de crédit avéré rendant probable la non-perception par la banque de tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garanties, l'encours afférent est classé en encours douteux lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins ou si, indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, ou s'il existe des procédures contentieuses.

Pour un débiteur donné, le classement d'un encours en créances douteuses entraîne, par contagion, un classement identique de l'ensemble des encours et engagements sur ce débiteur, nonobstant l'existence de garanties.

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de dépréciations pour créances douteuses ou pour risques à hauteur des pertes probables. Les intérêts courus sur créances douteuses sont intégralement dépréciés.

Les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances amorties sont présentées dans la rubrique « Coût du risque », à l'exception des dotations nettes aux dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme ces derniers, dans le produit net bancaire.

Les dépréciation pour créances douteuses correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif.

Les créances douteuses peuvent être reclassées en encours sains lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration peuvent être reclassées en encours sains. Si la restructuration a été conclue à des conditions hors marché, la décote entre les nouvelles conditions et les conditions d'origine est enregistrée en coût du risque lors de la restructuration, puis reprise en marge d'intérêts sur la durée restant à courir de la créance.

Lorsque les conditions de solvabilité d'un débiteur sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en encours douteux le reclassement d'une créance en encours sain n'est plus prévisible, cette créance est classée en encours douteux compromis. Cette identification intervient à la déchéance du terme ou à la résiliation du contrat.

1.3.1. – Commissions reçues :

En application du règlement ANC n°2014-07, les commissions reçues à l'occasion de l'octroi d'un crédit sont étalées linéairement au prorata du capital restant dû. Les produits liés à cet étalement sont enregistrés en PNB et le stock à lisser est intégré à l'encours de crédit concerné.

1.4. – Portefeuille titres

Conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-07, les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées non consolidées.

La banque applique les dispositions du règlement ANC n°2014-07 relatives à la comptabilisation des frais d'acquisition de titres et celles de l'avis CNC 2008-19 du 8/12/2008 relatif aux Conditions de transferts de titres :

- les titres de transaction peuvent être transférés en catégories titres de placement ou titres d'investissement
- les titres de placement ne peuvent être transférés en catégorie titres d'investissement que dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ou lorsque les titres à revenu fixe ne sont plus négociables sur un marché actif.

Pour les titres de transaction transférés, la valeur de transfert correspond à la valeur comptable des titres de transaction déterminée le jour du transfert selon les règles de la catégorie des titres de transaction qu'ils soient reclassés en titres de placement ou en titres d'investissement.

Pour les titres de placement reclassés en titres d'investissement, les titres sont inscrits le jour du transfert à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

Titres de transaction

Il s'agit de titres négociables sur un marché à caractère liquide et qui sont acquis ou vendus avec l'intention dès l'origine de les revendre ou de les racheter à court terme. Ces titres sont négociables sur un marché actif et les prix sont représentatifs de transactions réelles, régulières et intervenant dans des conditions de concurrence normale.

A la date d'acquisition ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais exclus, et le cas échéant, en incluant les intérêts courus. A la date de clôture, ces titres sont évalués au prix du marché du jour le plus récent, les variations de valeur sont portées dans le compte de résultat.

Titres de placement

Il s'agit d'actions (ou d'autres titres à revenus variables) ou d'obligations, qui ne relèvent ni des titres de transaction, ni des titres d'investissement.

A la date d'acquisition, ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition frais inclus ; les coupons courus sont enregistrés en créances rattachées.

A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Pour les titres cotés, la valeur de marché correspond au cours le plus récent à fin décembre. Pour les titres non cotés, la valeur de marché correspond à la valeur probable de négociation.

Les surcotes ou décotes éventuelles sont étalées sur la durée de vie résiduelle des titres selon une méthode actuarielle.

Titres de l'activité de portefeuille

Sont regroupés sous cette catégorie, les valeurs acquises avec pour objectif unique d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention de développer des liens durables dans le fonds de commerce de l'entreprise ayant émis ces titres.

A la date d'acquisition ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

Les titres figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Celle-ci est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de la société émettrice et de l'horizon de détention.

Dans le cas de titres cotés, elle peut être établie à partir du cours de bourse retenu sur une durée de référence.

Les moins-values latentes sont calculées par lignes de titres et sont comptabilisées sans compensation avec les plus-values latentes.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres d'investissement

Ce sont des obligations, des effets publics ou valeurs assimilées acquis avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

A la date d'acquisition, ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition frais inclus ; les coupons courus sont enregistrés en créances rattachées.

Les surcotes ou décotes éventuelles sont étalées sur la durée de vie résiduelle des titres selon la méthode actuarielle.

A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ne font pas l'objet de dépréciation sauf s'il existe une forte probabilité que ces titres ne soient pas conservés jusqu'à l'échéance ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Autres titres détenus à long terme

Cette catégorie regroupe les titres acquis dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables mais sans influence dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus.

A la date de leur acquisition, les titres inscrits dans cette catégorie sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

Titres de participations et parts dans les entreprises liées

Ce sont des titres dont la possession durable est utile à l'activité de l'entreprise, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres, ou d'en assurer le contrôle.

A la date d'acquisition, ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais inclus.

Les « autres titres détenus à long terme » et les « titres de participation et parts dans les entreprises liées » sont évalués individuellement au plus bas de leur prix de revient ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir. Plusieurs méthodes d'estimation peuvent être utilisées : rentabilité et perspective de rentabilité, capitaux propres, perspective de réalisation, cours moyen de bourse des derniers mois, conjoncture économique.

1.5. – Instruments financiers à terme, de taux d'intérêt, de change ou d'actions

Les opérations de couverture et de marché portant sur des instruments financiers à terme, de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-07 et de l'Instruction 94-04 de la Commission Bancaire. Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes d'hors-bilan pour la valeur nominale des contrats.

Interventions sur les marchés organisés et assimilés

En fin d'exercice, les contrats sont évalués suivant leur cotation sur les différents marchés. Le gain ou la perte résultant de cette évaluation est porté au compte de résultat.

Intervention sur marchés de gré à gré

Les contrats d'échange de taux d'intérêt (swaps) et de garantie de taux plafond ou plancher (caps ou floors) sont affectées dès leur origine dans un de ces trois portefeuilles :

- couverture identifiée ou micro-couverture
- macro-couverture
- transaction

Les contrats classés en portefeuille de transaction sont évalués à leur valeur de marché. Les variations de valeur constatées sont portées en compte de résultat de l'exercice.

En ce qui concerne les opérations de couverture :

- les différentiels d'intérêts courus sur swaps de taux sont étalés au prorata du temps écoulé, contrat par contrat en compte de résultat
- les différentiels d'intérêts reçus ou versés ainsi que les primes de caps-floors sont rapportés au compte de résultat au prorata du temps écoulé.

1.6. – Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur valeur d'acquisition ou à leur valeur de réévaluation, nettes des amortissements cumulés.

Amortissements et dépréciations

Les terrains ne sont pas amortis.

Les amortissements sont calculés, en méthode linéaire ou en dégressif, sur la durée de vie probable des actifs concernés :

- Constructions : 30 à 50 ans
- Aménagements : 6 à 15 ans
- Mobiliers et matériels : 3 à 10 ans
- Logiciels : 1 à 5 ans

La Banque NEUFLIZE OBC applique les dispositions relatives aux amortissements et dépréciations des actifs du règlement ANC n°2014-03. Elle apprécie à chaque clôture des comptes et à chaque situation, s'il existe un indice quelconque montrant qu'un actif a pu perdre de sa valeur. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué. A ce titre, elle effectue régulièrement des tests d'impairment sur ces fonds de commerce.

1.7. – Dettes envers établissements de crédits, comptes créditeurs clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées en fonction de leur durée initiale ou de la nature des dettes :

- dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit
- comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

1.8. – Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont ventilées par supports : bons de caisse, titres de marché interbancaire et titres de créances négociables, emprunts obligataires, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus à verser attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat. Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties de manière linéaire ou économique sur la durée de vie des emprunts concernés. La charge correspondante est inscrite en charges d'intérêts dans la rubrique « Produits nets d'intérêts relatifs aux obligations et autres titres à revenu fixe » du compte de résultat.

Les frais d'émission d'emprunts obligataires encourus dans l'exercice sont amortis linéairement sur la durée de vie des emprunts correspondants. La charge correspondante est inscrite en charges d'intérêts dans la rubrique « Produits nets d'intérêts relatifs aux autres intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

1.9. – Dettes subordonnées

Cette rubrique regroupe les dettes matérialisées ou non par des titres, à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Le cas échéant, les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

1.10. – Provisions

En application des articles 321-1 et suivants du règlement ANC n°2014-03 relatifs aux passifs, les provisions sont définies comme des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise. Il s'agit de passifs représentant une obligation de l'entité à l'égard de tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Cette rubrique regroupe donc des provisions destinées à couvrir :

- des risques et des charges non directement liés à des opérations bancaires nettement précises quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise
- des risques et des charges liés à des opérations bancaires que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine.

Les provisions comprennent :

- les indemnités de fin de carrière versées lors des départs en retraite ainsi que les compléments de retraite versés à certains salariés
- les primes versées pour les médailles du travail conformément à la Convention Collective
- les provisions pour engagements par signature, pour litiges et risques divers.

1.11. – Engagements en matière de retraite et médailles du travail

Les engagements sociaux qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan. L'impact en résultat est comptabilisé dans la rubrique « Frais de personnel ».

Les indemnités de fin de carrière versées lors des départs en retraite ainsi que les compléments de retraite (avantages postérieurs à l'emploi) font l'objet d'une réévaluation et d'un provisionnement.

Les engagements sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées). La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements et des éléments actuariels non-reconnus.

Conformément à la recommandation ANC n°2013-02 du 7 novembre 2013, les effets d'actualisation non-encore comptabilisés en charge, compte tenu de l'ancienne méthode du corridor, ont été enregistrés à l'ouverture de l'exercice 2013 en capitaux propres (« Report à nouveau ») en respectant par ailleurs les règles liées aux changements de méthodes comptables, c'est-à-dire sans effet d'impôts.

L'intégralité des dotations et reprises de l'exercice, incluant donc l'ensemble des effets d'actualisation, et également l'impact du plan de départ volontaire sur les effectifs sont dès lors enregistrés directement en résultat.

1.12. – Frais de personnel

La rubrique « Frais de personnel » comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel. Elle intègre notamment le montant de la participation et de l'intéressement des salariés se rattachant à l'exercice.

Conformément aux dispositions prévues par la directive européenne CRD IV sur les fonds propres réglementaires, les dispositions suivantes s'appliquent au sein de la Banque NEUFLIZE OBC :

- pour les salariés relevant des dispositions globales prévues par le Groupe ABN AMRO et conformément aux critères détaillés dans la Politique de Rémunération du Groupe NEUFLIZE OBC, la rémunération variable est divisée en deux parts :

- l'une dite « initiale » de 60 %, l'autre dite « différée » correspondant au 40 % restant. La part différée est soumise à des conditions suspensives avant attribution.
- Les parts initiale et différée sont elles-mêmes scindées en deux parts égales comprenant un versement de 50 % en numéraire et de 50 % en certificats de performance. Le règlement en numéraire des certificats de performance est soumis à une période de rétention de deux ans.

Ces dispositions s'appliquent dès le 1^{er} € de rémunération variable.

- pour les salariés relevant des dispositions locales prévues par le Groupe NEUFLIZE OBC et conformément aux critères détaillés dans la Politique de Rémunération du Groupe NEUFLIZE OBC concernant les rémunérations variables éventuelles :
 - celles dont le montant brut est inférieur ou égal à 100 K€ sont versées en numéraire en mars N+1
 - pour celles dont le montant brut est compris entre 100 K€ et 170 K€ : versements de 100 K€ en mars N+1, d'1/3 du solde différé en mars N+2, d'1/3 en mars N+3 et 1/3 en mars N+4
 - pour celles dont le montant brut est supérieur à 170 K€ : les dispositions globales prévues par le groupe ABN AMRO s'appliquent alors dès le 1 € de rémunération variable (voir précédent paragraphe).

Les modalités de calcul de la rémunération variable (VCP), attribuée sous forme monétaire ou sous forme de titres, ont été revues au cours de l'exercice 2020 selon les nouvelles exigences du Groupe ABN Amro. Les principales modifications portent sur :

- le provisionnement de la totalité de l'enveloppe VCP attribuée sur l'année d'attribution, avec application d'un prorata temporis jusqu'aux versements des parts différées ;
- de plus, la partie titre est valorisée à la valeur de marché. La valeur du titre est communiquée par le groupe ABN AMRO à la clôture de l'exercice.

1.13. – Coût du risque

La rubrique « coût net du risque » comprend les dotations nettes aux dépréciations et provisions pour risques de contreparties, risques-pays, et litiges. Les dotations nettes aux provisions sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

1.14. – Gains et pertes sur actifs immobilisés

La rubrique « Gains et pertes sur actifs immobilisés » regroupe :

- les plus ou moins-values de cessions ainsi que les dotations nettes aux dépréciations sur titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement.
- Les plus ou moins-values de cessions sur immobilisations corporelles et incorporelles.

1.15. – Impôts courants

Pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020, le taux normal de l'IS est fixé pour toutes les entreprises à 28 % dans la limite de 500 k € de bénéfice imposable par période de douze mois et à 31 % au-delà pour les entreprises réalisant un CA supérieur à 250 M€ (article 219, I et I-c-2° du CGI)

Depuis le 01/01/2016, les dividendes reçus de filiales détenues à plus de 95 %, intégrées fiscalement, sont exonérés d'IS au titre du régime spécial mère-filiales, à l'exception d'une quote-part de frais et charges de 1 %. Les dividendes reçus des autres titres de participation sont exonérés d'IS, à l'exception d'une quote-part de frais et charges de 5 %.

L'article 22 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 a modifié les règles relatives à la taxation des plus-values de cession des titres de filiales et participations réalisées à compter du 1^{er} janvier 2012. La quote-part de frais et charges est calculée sur le montant brut des plus-values réalisées et est taxée à 12 %.

Intégration fiscale

Pour le calcul et le paiement de l'impôt, la Banque NEUFLIZE OBC et certaines de ses filiales détenues à plus de 95 % constituent un groupe d'intégration fiscale. Les économies d'impôt réalisées par le groupe fiscal sont conservées par la société mère.

1.16. – Résultat exceptionnel

Ce poste comprend exclusivement les produits et les charges avant impôt, qui sont générés ou surviennent de manière exceptionnelle et qui ne relèvent pas de l'activité courante de l'établissement.

1.17. – Résultat par action

Le bénéfice par action est calculé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre d'actions ordinaires en circulation sur l'exercice.

Note A1. – Opérations sur titres de transaction, de placement, d'investissement

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2020				2019			
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur de marché	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur de marché
Titres de placement								
Actions et autres titres à revenu variable (1) et (2)	10 703	-2 946	7 757	7 985	23 092	-2 512	20 580	20 806
Total des titres de placement	10 703	-2 946	7 757	7 985	23 092	-2 512	20 580	20 806
Dont titres non cotés	10 703	-2 946	7 757	7 985	23 092	-2 512	20 580	20 806
Titres d'investissement								
Effets publics et valeurs assimilées (3)	122 132		122 132	126 716	220 802		220 802	220 802
Total des titres d'investissement	122 132		122 132	126 716	220 802		220 802	220 802
Dont titres non cotés								
Titres de transaction, de placement et d'investissement								
Effets publics et valeurs assimilées	122 132		122 132	126 716	220 802		220 802	220 802
Actions et autres titres à revenu variable	10 703	-2 946	7 757	7 985	23 092	-2 512	20 580	20 806
Dont titres non cotés	10 703	-2 946	7 757	7 985	23 092	-2 512	20 580	20 806
Plus-Values latentes				229	227			
Dont OPC français	10		10	16	828	-808	20	25
Dont OPC de capitalisation	3 530	-2 846	684	691	4 348	-2 412	1 936	1 941
Total des titres de transaction de placement et d'investissement	132 835	-2 946	129 889	134 701	243 894	-2 512	241 382	241 608
Différence positive entre le prix d'acquisition/remboursement			51				79	
Différence négative entre le prix d'acquisition/remboursement			-1 533				-2 052	

(1) TUP AAP Holding. Remboursement de l'obligation convertible en action et intérêts liés : valeur 11,5 M€.

(2) Dépréciation Sicar Cinéfrance Plus et Compartiment A (Cinéfrance "1888") : -2,8 M€.

(3) Remboursement OAT 3,75% échéance 04-2020; valeur de remboursement : 80 M€ et OAT 3,50 % échéance 07-2020 valeur de remboursement 16 M€

Note A2. – Créances sur les établissements de crédit

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2020			2019		
	A Vue	A Terme	Total	A Vue	A Terme	Total
Comptes ordinaires	2 757 397		2 757 397	2 532 245		2 532 245
Comptes et prêts		1 391 130	1 391 130		1 399 825	1 399 825
Sous-total	2 757 397	1 391 130	4 148 527	2 532 245	1 399 825	3 932 070
Créances rattachées	1 472	8 377	9 850	1 585	7 191	8 776
Total	2 758 870	1 399 507	4 158 377	2 533 830	1 407 016	3 940 846
Dont créances entreprises liées françaises (Note récapitulative N° AP1)	8 871	109 578		78	130 736	

Note A3. – Créances sur la clientèle

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2020					2019				
	Stés et EI(2)	Particuliers	Divers	Clientèle financière	Total	Stés et EI(2)	Particuliers	Divers	Clientèle financière	Total
Créances commerciales	3 751				3 751	2 724				2 724
Autres concours à la clientèle	2 314 566	871 539	13 028	243 651	3 442 785	2 249 654	804 772	26 275	177 238	3 257 939
Crédits clients	2 198 676	824 364	13 028		3 036 068	2 155 130	777 909	26 275		2 959 314
* Crédits de trésorerie (1)	1 482 349	484 394	3 612		1 970 355	1 403 911	458 595	16 282		1 878 788
* Crédits à l'équipement	441 087		3 503		444 590	475 864		3 593		479 457
* Crédits Investisseurs	275 241	339 971	5 912		621 124	275 355	319 314	6 400		601 069
Prêts Clientèle financière à terme				243 651	243 651				177 238	177 238
Valeurs non imputées	29				29	30 150				30 150
Créances douteuses (*)	115 861	47 175			163 036	64 374	26 863			91 237
* créances douteuses	87 015	29 289			116 304	33 675	6 703			40 378
* créances douteuses compromises	28 845	17 887			46 732	30 699	20 160			50 859
Comptes ordinaires débiteurs	282 877	370 555	1 614	2 863	657 909	366 584	344 261	22 463	8 125	741 433
Créances rattachées					13 609					13 244
Sous-total	2 601 195	1 242 094	14 642	246 514	4 118 054	2 618 962	1 149 033	48 738	185 363	4 015 340
Dépréciations cf note A8 (*)	- 49 796	- 11 645			- 61 441	- 41 343	- 15 276			- 56 619
* dépréciation sur douteux	- 22 256	- 197			- 22 453	- 15 659	- 190			- 15 849
* dépréciation sur douteux compromis	- 27 541	- 11 448			- 38 988	- 25 684	- 15 086			- 40 770
Total net	2 551 399	1 230 449	14 642	246 514	4 056 613	2 577 619	1 133 757	48 738	185 363	3 958 721
(1) Dont entreprises liées françaises	1									
1) Passage en pertes										
- Créances couvertes par dépréciations	3 346	763			4 109	7 590	178			7 768
- Créances non couvertes par dépréciations	19	21			39	118	4			122
2) Récupération sur créances amorties	552	45			597	241	147			388

Note A4. – Participations et parts dans les entreprises liées

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2020				2019			
	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette	Valeur de marché	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette	Valeur de marché
Titres de participation								
Administrations publiques centrales	1 447		1 447	1 447	1 064		1 064	1 064
Etablissements de crédit	13 145	- 7 525	5 620	7 684	13 145	- 4 408	8 737	10 364
Clientèle financière								33
Total des titres de participation	14 592	- 7 525	7 067	9 131	14 209	- 4 408	9 801	11 461
Parts dans les entreprises liées								
Autres entreprises financières	102 702		102 702		102 702		102 702	
Entreprises non financières	130 902	- 81	130 821		133 020	- 81	132 939	
Avances en compte courant SASU & AAP Holding	16 496		16 496	16 496				
Total des parts dans les entreprises liées	250 100	- 81	250 019	16 496	235 722	- 81	235 641	466 717
Total des titres de participation (1) et (2) et des parts dans les entreprises liées	264 692	- 7 606	257 086	25 627	249 931	- 4 489	245 442	478 178
(1) titres non cotés			257 086				245 442	
(2) Dépréciation Cofiloisirs : - 3,1 M€								

Note A5. – Immobilisations incorporelles et corporelles

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2020			2019		
	Valeur brute	Amort/dépr	Valeur nette	Valeur brute	Amort/dépr	Valeur nette
Immobilisations incorporelles	81 046	- 45 680	35 366	80 752	- 45 028	35 724
Logiciels	40 691	- 40 187	504	40 405	- 39 535	870
Fonds de commerce	40 334	- 5 493	34 841	40 334	- 5 493	34 841
Immobilisations en cours	21		21	13		13
Immobilisations corporelles	68 028	- 19 314	48 714	157 704	- 85 351	72 353
Terrains d'exploitation				4 363		4 363
Constructions d'exploitation (1)	41 073		41 073	48 885	- 6 584	42 301
Installations	2 006	- 1 863	142	79 014	- 61 596	17 418
Matériel, mobilier	23 570	- 17 451	6 119	24 074	- 17 171	6 903
Immobilisations en cours	1 379		1 379	1 368		1 368
Total	149 074	- 64 994	84 080	238 455	- 130 379	108 077

(1) Parts SNC HOCHE dont le capital est de 41 M€ au 31/12/2020

Immobilisations (En milliers d'euros.)	Valeur brute au 31/12/2019	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Valeur brute au 31/12/2020
Immobilisations incorporelles	80 752	296	-2		81 046
Immobilisations corporelles	157 704	2 728	-92 404		68 028
	238 456	3 024	-92 406	0	149 074

Amortissements (En milliers d'euros.)	31/12/2019	Dotations	Reprises	Autres mouvements	31/12/2020
Immobilisations incorporelles	-45 028	-654	2		-45 680
Immobilisations corporelles	-85 351	-2 995	69 054	-22	-19 314
	-130 379	-3 649	69 056	-22	-64 994

Note A6. – Autres actifs

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2020	2019
Primes sur achat d'options	9 801	12 780
Débiteurs divers dont :	69 920	22 392
- Etat	4 085	5 311
- Fournisseurs	504	2 172
- Dépôts de garanties versés	5 107	412
- C/C Filles Intégration fiscale	197	
- Clients - Refacturations Sociétés du Groupe	3 839	883
- Versement Certificat Association	623	671
- Débiteurs divers autres	55 565	12 942
Total	79 721	35 172

Note A7. – Comptes de régularisation

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2020	2019
Produits à recevoir	22 255	17 136
Charges payées d' avance	1 405	927
Autres comptes de régularisation dont :	18 459	55 343
- Moyens de paiements	18 457	55 343
Total	42 119	73 406

Note A8. – Dépréciations inscrites en déduction de l'actif

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2019	Dotations	Reprises et utilisations	Autres mouvements*	2020
S/Etablissements de Crédit					
S/Créances Clientèle (Note A3)	56 619	14 100	- 9 466	188	61 441
- Entreprises	41 343	13 405	- 4 893	- 59	49 796
- Particuliers et divers	15 276	695	- 4 573	248	11 646
S/Portefeuille Titres (Note A1)	2 512	1 242	- 808		2 946
- Autres titres de placement	2 512	1 242	- 808		2 946
S/Filiales et Participations (Note A4)	4 489	3 116			7 605
- Filiales et participations	4 489	3 116			7 605
Total	63 621	18 458	-10 274	188	71 993

* Cette colonne reprend les différences de change sur les dépréciations en devises ainsi que l'effet d'actualisation de celles-ci.

Note P1. – Dettes envers les établissements de crédit

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2020			2019		
	A Vue	A Terme	Total	A Vue	A Terme	Total
Comptes ordinaires et emprunt au jour le jour (1)	147 765		147 765	149 753		149 753
Comptes et emprunts (cf note AP2)		1 971 417	1 971 417		1 861 119	1 861 119
Autres sommes dues	770		770	977		977
Sous total	148 535	1 971 417	2 119 953	150 730	1 861 119	2 011 849
Dettes rattachées	62	1 265	1 327	223	2 445	2 668
Total	148 597	1 972 682	2 121 279	150 953	1 863 565	2 014 518
(1) Dont entreprises liées françaises						
Dont Comptes ordinaires Cofiloisirs	7 355		7 355	17 301		17 301
(Note récapitulative n° AP1)						

Note P2. – Dépôts clientèle par agent économique

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2020			2019		
	A Vue	A Terme	Total	A Vue	A Terme	Total
Comptes épargne à régime special (1)	944 574	13 942	958 515	875 048	14 212	889 260
Sociétés et Entrepreneurs Individuels	4 749		4 749	995	7	1 002
Particuliers	939 825	13 942	953 767	871 348	14 205	885 553
Divers				2 706		2 706
Autres dettes	3 555 507	1 998 455	5 553 961	3 981 865	1 892 170	5 874 035
Comptes ordinaires	3 553 236		3 553 236	3 978 913		3 978 913
Sociétés et Entrepreneurs Individuels (2)	2 344 004		2 344 004	2 671 822		2 671 822
Particuliers	909 315		909 315	1 034 445		1 034 445
Divers	207 986		207 986	182 831		182 831
Clientèle financière	91 931		91 931	89 814		89 814
Comptes créditeurs à terme		1 997 786	1 997 786		1 891 411	1 891 411
Sociétés et Entrepreneurs Individuels		1 736 241	1 736 241		1 687 122	1 687 122
Particuliers		90 313	90 313		91 101	91 101
Divers		153 747	153 747		113 187	113 187
Clientèle financière		17 485	17 485			
Emprunts clientèle financière						
Autres sommes dues à la clientèle	1 752		1 752	1 761		1 761
Sous total dépôts	4 499 561	2 011 728	6 511 289	4 855 722	1 905 623	6 761 345
Dettes rattachées	519	668	1 187	1 191	759	1 950
Total (cf note AP2)	4 500 080	2 012 396	6 512 476	4 856 913	1 906 382	6 763 295

(2) Dont ressources entreprises liées françaises (Note récapitulative n° AP1)	221 414		221 414	142 053		142 053
(1) dont Epargne réglementée (Avis CNC n°2006-02)						
Montant des encours collectés au titre des comptes et des plans d'épargne logement sur la phase d'épargne en date d'arrêté : 13,61 M€						
Montant des encours de crédit en vie octroyés au titre des comptes et des plans d'épargne logement sur la phase d'épargne en date d'arrêté : 0 K€						
Pour les plans épargne logement : affectation par tranche d'ancienneté (0-4 ans, 4-10 ans et plus de 10 ans) de ces montants.						
0-4 ans : 161 K€						
4-10 ans : 731 K€						
+ de 10 ans : 12 722 K€						

Note P3. – Autres passifs

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2020	2019
Primes sur options vendues	9 839	12 966
Créditeurs divers dont :	18 919	16 988
- Prélèvements et Autres impôts	6 809	1 558
- Comptes courant Filles (Acomptes IS intégration fiscale)		2 269
- Personnel & Organismes sociaux	5 157	5 510
- Fournisseurs	2 271	2 780
- T.V.A	4 363	4 170
- Autres	319	701
Total	28 758	29 954

Note P4. – Comptes de régularisation

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2020	2019
Produits constatés d'avance	3 017	2 845
Charges à payer	40 697	52 975
Autres comptes de régularisation dont :	12 841	14 140
- Comptes liés aux moyens de paiement	12 403	13 742
- Divers	438	398
Total	56 555	69 960

Note P5. – Provisions

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2019	Dotations	Reprises	Autres mouvements	2020
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	50	905	- 800	845	1 000
Provisions ayant supporté l'impôt (Cf Note P5-1)	21 957	8 529	- 3 149	145	27 483
- Indemnités départ à la retraite	19 180	7 770	- 2 885	145	24 210
- Médailles du Travail	2 778	760	- 264		3 273
Autres provisions	12 292	9 787	- 4 899	- 845	16 335
- Provisions restructuration et PDV (2)	2 761		- 2 242		519
- Risque fiscal (1)	1 652				1 652
- Autres	7 880	9 787	- 2 658	- 845	14 164
Total	34 299	19 221	- 8 849	145	44 818

(1) provision risque fiscal sur intérêts versés à la Centrale de trésorerie du groupe 2014-2015.

(2) dont provision PDV.

Note P5-1. – Couverture engagements de retraite

Engagements	01/01/2020	Variation de l'exercice	31-12-2020
Retraite supplémentaire	8 648	219	8 867
Indemnités de fin de carrière	18 468	7 699	26 167
Médaille du travail	2 777	495	3 273
Sous-total engagements	29 893	8 414	38 307
Couverture par compagnie d'assurance pour prise en charge des engagements retraites supplémentaires et indemnités de fin de carrière	- 7 937	- 2 886	- 10 823
Montant total couverture	- 7 937	- 2 886	- 10 823
Montant net engagements	21 955	5 528	27 483

Suite au changement de méthode (recommandation ANC n°2013-02 du 7 novembre 2013), les écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat.

Note P6. – Provisions réglementées et provision pour investissement

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2019	Dotations	Reprise & utilisation	2020
Provisions réévaluation immobilisations amortissables	19		- 19	
Amortissement dérogatoire (SOFICA)	104			104
- Frais d'acquisition des titres de participation	328			328
Total	451		- 19	432

Note P7. – Variations des capitaux propres 2019/2020

(En milliers d'euros.)	Capital (2)	Prime de fusion	Réserves		Provisions réglementées	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Capitaux propres
			Légale	Compl.				
Capitaux propres au 31/12/2019 (avant affectation du résultat)	383 507	167 080	36 483	22 977	451	34 553	45 478	690 529
Affectation du résultat 2019			1 868	484		43 126	-45 478	0
Capitaux propres au 31/12/2019 (après affectation résultat)	383 507	167 080	38 351	23 461	451	77 678	-0	690 529
Distribution dividendes (1)						-189 994		-189 994
Amortissement Provision règlementée					-19			-19
Résultat 2020							208 807	208 807
Capitaux propres au 31/12/2020 (avant affectation du résultat)	383 507	167 080	38 351	23 461	432	-112 316	208 807	709 323

(1) Décision Directoire 16 décembre 2020

(2) Capital social

Nature des titres / Détenteurs	%	Nominal	Nombre	Valorisation
Actions ordinaires		109 €	3 518 417	383 507 453
Détenu par ABNABN AMRO NV	99,99			

Note AP1. – Opérations avec les entreprises liées et participations

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2020			2019		
	Entreprises liées	Participations	Total	Entreprises liées	Participations	Total
Emplois						
Créances sur les Etablissements de crédit	111 392		111 392	130 813		130 813
Créances sur la clientèle	4 649		4 649	1		1
Total	116 041		116 041	130 814		130 814
Ressources						
Dettes envers les Etablissements de crédit	7 355		7 355	17 301		17 301
Comptes créditeurs de la clientèle	223 973		223 973	142 053		142 053
Total	231 328		231 328	159 354		159 354

Note AP1. – Opérations avec le groupe ABN AMRO hors France

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2020
Emplois	
Créances sur les Etablissements de crédit	3 996 997
Total	3 996 997
Ressources	
Dettes envers les Etablissements de crédit	1 978 252
Total	1 978 252
Engagements hors bilan	
Engagements reçus :	
-Engagements de Financement	738 583
-Engagements de Garantie (SBL)	1 410 783
Total	2 149 365

Note AP1-1. – Opérations avec le groupe ABN AMRO France

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2020
Emplois	
Créances sur les Etablissements de crédit	7 056
Total	7 056
Ressources	
Dettes envers les Etablissements de crédit	88 595
Total	88 595

Note AP2. – Emplois et ressources suivant la durée restant à courir
(Montants nets de dépréciations incluant les créances rattachées)

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	D<=3 mois		3mois<D<=1an		1an<D<=5ans		D>5 ans		Total	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Emplois										
Créances sur les Etablissements de crédit	60 246	282 885	203 991	101 881	328 205	320 135	807 065	702 115	1 399 507	1 407 016
Crédits à la clientèle	507 084	423 233	797 637	632 599	1 690 659	1 704 794	382 862	443 453	3 378 242	3 204 079
Totaux	567 330	706 118	1 001 628	734 480	2 018 864	2 024 929	1 189 927	1 145 568	4 777 749	4 611 095
Ressources										

Dettes envers les Etablissements de crédit	418 938	635 393	1 090 139	728 193	411 582	456 621	50 759	43 359	1 971 417	1 863 565
Dépôts clientèle	1 792 274	1 830 162	217 098	72 437	2 445	2 782		1 000	2 011 817	1 906 382
Totaux	2 211 212	2 465 555	1 307 237	800 630	414 027	459 403	50 759	44 359	3 983 234	3 769 947

Note AP3. – Ventilation en devises du Bilan et des Engagements de financements et de garanties Hors-Bilan

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2 020						Total contre-valorisé en Euro
	Euro	Dollar	Yen	Franc Suisse	Livre Sterling	Autres devises	
Total bilan							
Actif	9 060 437	333 730	1 886	22 740	31 723	22 693	9 473 208
Passif	9 060 437	333 730	1 886	22 740	31 723	22 693	9 473 208
Hors Bilan Actif							
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	17 679						17 679
Engagements de financement en faveur de la clientèle	570 646	1 760				876	573 282
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit	25 888					3	25 891
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	137 317					20	137 337
Hors Bilan Passif							
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	728 583						728 583
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	170 411	35 042				3	205 456
Engagements de garantie reçus de la clientèle	1 689 872	100 871			2 225		1 792 968

Note HB1. – Engagements

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2 020 Couverture	2 019 Couverture
Marchés de gré à gré		
- Options sur actions		
Achat (Ctie Clients)	141 434	295 451
Opérations sur autres instruments	141 434	295 451
- Options de change		
Achat (Ctie Abn AMRO)	579	4 070
Achat (Ctie Clients)	111	1 500
Opérations sur instruments de change	690	5 570
- Contrats d'échange de taux d'intérêt		
Swaps emprunteur de taux fixe/prêteur à taux variable	59 856	108 369
- Taux plafonds		
Achat CAP de taux (Ctie Abn AMRO)	187 600	249 772
Achat FLOOR (Ctie Abn AMRO)	14 713	33 896
Opérations sur instruments de taux d'intérêts	262 169	392 037
- Options sur actions		
Vente (Ctie Clients)	141 434	295 451
Opérations sur autres instruments	141 434	295 451
- Options de change		
Vente (Ctie Abn AMRO)	111	1 500
Vente (Ctie Clients)	579	4 070

Opérations sur instruments de change	690	5 570
- Contrats d'échange de taux d'intérêt		
Swaps emprunteur à taux variable/prêteur à taux fixe	59 856	108 369
- Taux plafonds		
Vente CAP de taux (Ctie Clients)	183 004	244 895
Vente FLOOR (Ctie Clients)	14 713	33 896
Opérations sur instruments de taux d'intérêts	257 573	387 160
Opérations en Devises		
Monnaie à recevoir (opérations de change à terme)	513 975	121 460
Opérations de change comptant	1 440	8 217
Opérations de prêts ou d'emprunts en devises		157
Total opérations en devises	515 415	129 834
Monnaie à livrer (opérations de change à terme)	513 952	121 388
Opérations de change comptant	1 632	8 296
Opérations de prêts ou d'emprunts en devises	4 858	
Total opérations en devises	520 442	121 388
Titres à recevoir		
Engagement souscription EMTN	20 000	35 000

Note HB2. – Ventilation des instruments financiers à terme selon leur durée résiduelle

Durée résiduelle (notionnel) (En milliers d'euros.)	D<=1 an	1an<D<=5ans	D>5 ans
Marchés de gré à gré			
Instruments de taux d'intérêts			
Swaps	8 023	31 520	20 314
Achats CAP	31 866	155 734	
Ventes CAP	31 795	151 209	
Achats FLOOR	14 713		
Ventes FLOOR	14 713		
Instruments de change (options de change)	690		
Autres instruments (options sur actions)	125 009	16 425	

Primes sur options (En milliers d'euros.)	Reçues	Payées
Options de change	51	51
Options sur actions/indices	9 354	8 969
Options de taux	435	782
Total	9 839	9 802

Note HB3. – Instruments financiers à terme - risque de contrepartie

(En milliers d'euros.)	Juste Valeur Coût de remplacement positif	Equivalent risques pondérés
Risque sur les établissements de crédit situés en zone A (ABN AMRO)	4 979	398
Change à terme	50	4
Options de change	93	7
CAP	18	1
FLOOR	42	3
Options sur actions	4 776	382
Risque sur la clientèle	24 499	1 960
Change à terme	213	17
Options sur actions	21 368	1 709
Swaps	2 918	233
Total avant effet des accords de compensation	29 477	2 358

Note R1. – Produits nets d'intérêts et revenus assimilés

Produits d'intérêts et assimilés (En milliers d'euros.)	2020			2019		
	Ets. crédit	Clientèle	Autres	Ets. crédit	Clientèle	Autres
Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	18 111	14 261		23 414	15 125	
Intérêts sur comptes et prêts à terme	27 157			22 773		
Intérêts sur créances commerciales et crédits clientèle		60 411			64 286	
Produits des opérations sur instruments de taux	5	1 430		25	1 454	
Report - Déport	-52	34		146	71	
Intérêts sur titres à revenu fixe			2 590			7 625
Revenus des titres à revenu variable (R1.1)			276 399			34 281
Sous-total intérêts	45 221	76 137	278 989	46 358	80 936	41 907
Commissions sur engagements de financement		2 123			1 825	
Commissions sur engagements de garantie		1 096			1 330	
Sous-total commissions	0	3 219		0	3 155	
	45 221	79 356	278 989	46 358	84 091	41 907
Total produits d'intérêts et assimilés		403 566			172 356	

Charges d'intérêts et assimilés (En milliers d'euros.)	2020			2019		
	Ets. crédit	Clientèle	Autres	Ets. crédit	Clientèle	Autres
Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	3 189	1 358		6 069	1 804	
Intérêts sur comptes et emprunts à terme	6 141	1 358		6 395	3 167	
Intérêts sur comptes d'épargne à régime spécial		998			1 402	
Report - Déport	20	-75		-206	438	
Charges des opérations sur instruments de taux	1 497	5		1 453	25	
Sous-total intérêts	10 846	3 645	0	13 710	6 837	0
Commissions sur engagements de garantie reçus	42			29		
	10 887	3 645	0	13 739	6 837	0
Total charges d'intérêts et assimilés		14 532			20 576	
Marge nette d'intérêts		385 857			148 654	
Commissions nettes sur engagements de financement et de garantie		3 177			3 126	
Marge nette d'intérêts et assimilés		389 034			151 780	
Résultat net sur opérations financières (R3)		2 884			4 036	
Autres charges et produits d'exploitation bancaire (R4)		-4 047			-2 856	
Total marge d'intérêts et assimilés		387 870			152 960	

Note R1-1. – Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros.)	2020	2019
Titres de Placement	503	348
Titres de Participation	0	2
Parts dans les Entreprises liées (1)	275 895	33 931
Total	276 399	34 281
(1) Dont		
Dividendes AAIS	13 512	13 512
Dividendes SNC HOCHÉ	262 383	5 661
Dividendes NEUFLIZE VIE	0	14 757

Le produit cession « 3Hoche » encaissé par la SNC Hoche est de 300,47 M€. La plus-value de cession dégagée par la SNC Hoche est de 263,85 M€.

Note R2. – Commissions

(En milliers d'euros.)	2020		2019	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de trésorerie et interbancaires	48		44	
Opérations sur effets et comptes	10 575		12 051	
Opérations de change	691		265	
Opérations de hors-bilan	5 781	4	3 711	45
- Engagements sur titres	5 745		3 657	
- Opérations sur instruments financiers à terme	36	4	54	45
Prestations de services financiers	84 527	8 539	81 127	7 451
- Moyens de paiement	4 267	2 488	6 060	2 952
- Opérations financières et titres	76 762	4 794	71 067	3 641
- Autres	3 499	1 257	4 000	858
Total des commissions	101 622	8 544	97 198	7 496
Produits nets des commissions (Produits -Charges)	93 078		89 701	

Note R3. – Gains et pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

(En milliers d'euros.)	2020		2019	
	Gains	Pertes	Gains	Pertes
Titres de transaction	-256		-73	
Opérations de change	3 171		3 455	
Instruments financiers	1 211		1 138	
Produits nets des opérations de portefeuille de négociation	4 127		4 521	

Note R3-1. – Gains et pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

(En milliers d'euros.)	2020		2019	
	Gains	Pertes	Gains	Pertes
Titres de placement				
- Moins-values de cession		810		845
- Reprises de dépréciation	-433		361	
Total	-433	810	361	845
Produits nets des opérations de portefeuille de placement	-1 243		-484	

Note R4. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	2020		2019	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Cotisation fonds de garantie (FRU)*		2 724		2 330
Pertes opérationnelles		1 377		1 003
Autres produits d'exploitation bancaire	53		552	
Total	53	4 101	552	3 332
Charges nettes d'exploitation bancaire	-4 047	-4 047	-2 856	-2 856

* La cotisation au fonds de résolution unique s'élève à 2 724 K€ en 2020 contre 2 330 K€ en 2019.

Note R5. – Frais généraux et amortissements

(En milliers d'euros.)	2020	2019
Frais de personnel	97 530	97 086
Salaires et traitements	58 853	57 746
Charges sociales	20 225	21 840
Charges de retraite	9 489	7 950
Impôts, taxes et versements assimilés s/rémunérations	6 875	5 696
Intéressement et participation des salariés	2 181	4 438
Sous total	97 623	97 670
Charges refacturées	-93	-584
Autres frais administratifs	69 779	76 277
Impôts et taxes	5 586	4 989
Services extérieurs (1)	79 473	88 541
Sous total	85 059	93 530
Charges refacturées	-15 280	-17 253
Total charges générales d'exploitation	167 309	173 363
Total amortissements	3 670	4 969
Total frais généraux et amortissements	170 979	178 332

(1) Les honoraires des Commissaires aux Comptes pour l'exercice 2020 s'élèvent à 210 K€ HT pour EY et 150 K€ HT pour MAZARS. Il y a eu 12,8 K€ pour E&Y et 12,8 K€ pour Mazars pour les services autres que la certification des comptes.

L'ensemble des rémunérations allouées pour la période allant du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020 aux membres du Directoire s'élève à 1 987 K€. En outre, le montant des jetons de présence alloués aux membres du Conseil de Surveillance s'élève à 32 K€.

Au 31 décembre 2020, la banque a revu son estimation de la provision comptabilisée au titre de la rémunération variable (« les bonus différés ») attribuée sous forme monétaire ou sous forme de titres.

Note R6. – Coût du risque

(En milliers d'euros.)	2020	2019
Dotations aux dépréciations		
Sur crédits domestiques et risques divers	-14 931	-17 167
Reprises de dépréciations		
Sur crédits domestiques et risques divers	9 632	16 374
Dotations nettes de reprises de dépréciations	-5 299	-793
Créances irrécouvrables non dépréciées	-39	-122
Créances irrécouvrables dépréciées	-4 109	-7 768
Récupérations sur créances amorties	600	388
Total coût du risque	-8 848	-8 295

Note R7. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros.)	2020	2019
Participations et activité de portefeuille		
- Plus-values de cession		1 054
- Moins-values de cession	-1 163	-14
- Reprises de dépréciation	0	1
- Dotations de dépréciation	-3 117	-9
Résultat sur cessions d'immobilisations		
- Résultat de cessions immobilisations corporelles	-23	
- Autres produits	0	313
Résultat net	-4 302	1 344

La moins-value de cession sur l'activité du portefeuille correspond au mali de fusion de AAP Holding

La dotation pour dépréciation correspond à la prise en compte de la valorisation de Cofiloisirs

Note R8. – Résultat exceptionnel

(En milliers d'euros.)	2020	2019
Résultat sur cessions d'immobilisations		
- Résultat exceptionnel cession immeuble	12 140	

Le résultat exceptionnel correspond au produit de cession minoré de la valeur nette comptable des immobilisations cédées ainsi que des charges liées à la vente

Note R9. – Impôts sur les bénéfices

(En milliers d'euros.)	2020	2019
Provision fiscale *		-1 652
IS Théorique (hors intégration fiscale)	-100 502	-10 497
Impact de l'intégration fiscale	220	243
Charge d'impôts sur exercices antérieurs	112	2
Impôts sur les sociétés	-100 170	-11 904

* litige fiscal sur déductibilité intérêts versés

Note R10. – Autres informations

	2020	2019
Techniciens des métiers de la banque	132	154
Cadres	587	598
Effectif moyen du personnel	719	752

L'effectif comprend les Salariés de la Banque ainsi que ceux détachés dans les autres Sociétés du Groupe.

Note R11. – Opérations avec les parties liées (Groupe NEUFLIZE France et Groupe ABN)

(En milliers d'euros.)	Total 2020	Parties liées Groupe NEUFLIZE France	Parties liées Groupe ABN (hors France)	Parties liées Groupe ABN (France)
Produits nets d'intérêts	389 034	276 280	36 693	89
Intérêt produit	127 167	385	43 639	161
Intérêt Charges	-14 532	0	-6 946	-72
Revenus des titres à revenu variable	276 399	275 895	0	0
Produits nets des commissions	93 078	32 495	2 716	1 062
Commissions (produits)	101 622	36 840	2 716	1 062
Commissions (charges)	-8 544	-4 345		
Résultat net des opérations financières	2 884	0	14 613	0
Autres charges nettes d'exploitation bancaire	-4 047			
Produit net bancaire	480 948	308 775	54 023	1 150
Charges générales d'exploitation	-167 309	6 342	-18 281	732
frais de personnel	-97 530		-289	
autres frais administratifs	-69 779	6 342	-17 992	732
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles	-3 670	0	0	0
Total frais généraux	-170 979	6 342	-18 281	732
Résultat brut d'exploitation	309 970	315 117	35 742	1 882

Résultats de la société (et autres éléments caractéristiques) au cours des cinq derniers exercices

(En milliers d'euros.)	2016	2017	2018	2019	2020
Capital en fin d'exercice					
Capital Social	383 507	383 507	383 507	383 507	383 507
Nombre des Actions Ordinaires Existantes (en milliers)	3 518,4	3 518,4	3 518,4	3 518,4	3 518,4
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires Hors Taxes	333 945	339 037	312 365	291 427	523 445
Résultat avant impôt, participation des salariés et dotation aux amortissements, dépréciations et provisions	79 229	76 402	46 852	65 710	322 299
Impôts sur les Bénéfices	-5 926	1 121	-3 694	-11 905	-100 171
Participation des Salariés au titre de l'exercice	5 556	5 672	3 642	3 522	2 001
Résultat après impôt, participation des salariés et dotation aux amortissements, dépréciations et provisions	58 075	31 138	61 084	45 478	208 807
Résultat distribué	24 629	35 184	61 572	0	0
Résultat par action					
Résultat après impôt, participation des salariés mais avant dotation aux amortissements, dépréciations et provisions	19,26	20,42	11,23	14,29	62,56
Résultat après impôt, participation des salariés et dotation aux amortissements, dépréciations et provisions	16,51	8,85	17,36	12,93	59,35
Dividende net attribué à chaque action	7,00	10,00	17,50	0,00	0,00
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice (*)	892	880	834	752	719
Montant de la masse salariale de l'exercice	69 226	112 169	53 105	57 447	58 853
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité Sociale, Œuvres Sociales)	36 350	29 745	34 822	29 789	29 714

(*) L'effectif comprend les Salariés de la Banque ainsi que ceux détachés dans les autres Sociétés du Groupe

	2016	2017	2018	2019	2020
Détermination du Chiffre d'Affaires Hors Taxes - Tableau des 5 derniers exercices					
Intérêts et produits assimilés	158 915	153 370	150 529	138 075	127 167
Revenu s/titres à revenu variable	38 571	46 143	35 517	34 281	276 399
Commissions	104 967	114 357	103 868	97 198	101 622
Produits s/opérations financières	4 651	3 816	3 450	4 036	2 884
Produits d'exploitation n/bancaire					
Refacturation frais de personnel	5 373	1 583	457	584	93
Refacturation frais généraux	21 467	19 768	18 545	17 253	15 280
Total	333 945	339 037	312 365	291 427	523 445
Résultat avant impôt, participation, dotations aux amortissements et provisions					
Bénéfice	58 075	31 138	61 084	45 478	208 807
IS	5 926	-1 121	3 694	11 905	100 171
Dotations aux amortissements	7 038	7 436	6 546	4 964	3 651
Dotations aux provisions	22 971	52 482	13 956	19 721	20 267
Reprises provisions	-20 337	-19 205	-42 070	-19 879	-12 599
Participation	5 556	5 672	3 642	3 522	2 001
Total	79 229	76 402	46 852	65 710	322 299

Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2020

Renseignements détaillés sur chaque filiale et participation dont la valeur unitaire excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication	Capital	Capitaux propres hors capital et hors résultat	Quote-part du capital détenue (en pourcentage)	Valeurs comptables des titres détenus	
				Brute	Nette
A. Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations ci-dessous.					
1. Filiales (+ de 50 % du capital détenu par la société)					
Immobilière Neuflize Hoche Courcelles - SNC (1)	41 073 982	0	100,00	0	0
3, avenue Hoche 75008 Paris					
Neuflize Vie - SA	24 986 192	307 395 414	60,00	130 654	130 654
3, avenue Hoche 75008 Paris				395	395
ABN AMRO Investment Solutions (1)	4 324 048	35 277 091	100,00	102 551	102 551
3, avenue Hoche 75008 Paris				918	918
2. Participations (10 à 50 % du capital détenu par la société)					
Cofiloisirs SA (1)	17 510 232	7 990 285	46,04	10 749 216	3 224 549
9, rue Jean Mermoz 75008 Paris					
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales.					
1. Filiales non reprises au § A.					
a. Filiales Françaises				247 200	166 677
b. Filiales étrangères				150 000	150 000
2. Participations non reprises au § A.					
a. Dans les sociétés françaises				3 842 748	3 842 748
b. Dans les sociétés étrangères				23	23

Renseignements détaillés sur chaque filiale et participation dont la valeur unitaire excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montants des cautions et avals donnés par la société	Chiffres d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
A. Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations ci-dessous.					
1. Filiales (+ de 50 % du capital détenu par la société)					
Immobilière Neuflize Hoche Courcelles - SNC (1)			3 514 265	262 382 950	215 596 001
3, avenue Hoche 75008 Paris					
Neuflize Vie - SA			504 729 445	22 423 792	
3, avenue Hoche 75008 Paris					
ABN AMRO Investment Solutions (1)			102 758 188	8 307 020	13 512 350
3, avenue Hoche 75008 Paris					
2. Participations (10 à 50 % du capital détenu par la société)					
Cofiloisirs SA (1)	146 480 003	1 900 000	11 077 233	765 006	0
9, rue Jean Mermoz 75008 Paris					
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales.					

1. Filiales non reprises au § A.					
a. Filiales Françaises					
b. Filiales étrangères					
2. Participations non reprises au § A.					
a. Dans les sociétés françaises					
b. Dans les sociétés étrangères					177

IV. – Affectation du résultat

L'Assemblée Générale constate que l'exercice se solde par un bénéfice de 208.806.925,28 €.

L'Assemblée Générale après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et des observations du Conseil de Surveillance, approuve la proposition du Directoire d'affecter ce bénéfice diminué du report à nouveau antérieur qui s'élevait à 77.679.319,26 € minoré de l'acompte sur dividendes versé en décembre 2020 de 189.994.518 € soit un report à nouveau débiteur de -112 315 889,78 € et un bénéfice distribuable de 96.491.035,50 €, comme suit :

- à la réserve légale, la somme de 0 euro
- à la réserve spéciale Œuvre d'art, la somme de 70.872 €
- à la réserve complémentaire, la somme de 10.440.346,26 €
- au compte de report à nouveau, la somme de 29.685.145,23 €
- aux actionnaires à titre de dividendes, la somme de 56.294.672 €, soit 16 € par action

La mise en paiement sera effectuée à partir du 1^{er} juin 2021 (au lieu du 31 mai 2021 initialement proposé).

Les personnes physiques résidentes françaises sont soumises à un prélèvement obligatoire non libératoire de 12,80 % et aux prélèvements sociaux au taux global de 17,20 %. Les revenus distribués sont éligibles à l'abattement de 40 %, prévu par l'article 158, 3-2° du CGI, en cas d'option globale pour l'impôt sur le revenu au barème progressif. Les personnes physiques non-résidentes, sont soumises à une retenue à la source de droit français de 12,80 % imputable sur l'impôt étranger selon leur situation et les modalités de la convention fiscale liant leur pays de résidence et la France.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts (CGI), il est rappelé que les dividendes au titre des trois derniers exercices s'établissaient ainsi :

- Exercice 2017 : 35.184.170 €, soit 10 € par action
- Exercice 2018 : 61.571.842,50 €, soit 17,50 € par action
- Exercice 2019 : 0 euro, soit 0 euro par action
- Exercice 2020 : 189.994.518 €, soit 54 € par action (distribution d'un acompte sur dividende décidée en date du 16 décembre 2020)

V. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Banque Neuflyze OBC relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation du portefeuille de titres et des participations

Risque identifié

Comme indiqué dans la note « 1.4 Portefeuille titres » de l'annexe aux comptes annuels, les titres sont enregistrés à leur coût d'acquisition et évalués à leur valeur d'utilité. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable des titres.

Nous avons considéré que l'évaluation du portefeuille de titres et des participations constituait un point clé de l'audit car elle requiert l'exercice du jugement de la direction quant aux choix des méthodologies et des données utilisées, notamment s'agissant de Neuflyze Vie et Cofiloisirs.

La valeur nette comptable de Neuflyze Vie s'élève à M€ 130,7 au 31 décembre 2020 (quote-part de détention : 60 %). La valeur nette comptable d'ABN AMRO IS s'élève à M€ 102,5 au 31 décembre 2020. Enfin, la valeur nette comptable de Cofiloisirs s'élève à M€ 3,2 au 31 décembre 2020 (dépréciée de M€ 7,5 par rapport à la valeur historique).

Notre réponse

Notre approche d'audit a consisté à :

- vérifier l'exactitude des calculs effectués par la société ;
- évaluer la qualité du processus d'élaboration et d'approbation des budgets et des prévisions ;
- évaluer la cohérence des informations, des hypothèses et des méthodologies prises en compte pour déterminer la juste valeur des titres et les niveaux de dépréciation correspondant ;
- revoir les rapports d'évaluation des experts indépendants le cas échéant.

Pour les titres dont la valeur d'utilité estimée s'est avérée inférieure à la valeur nette comptable, nous avons examiné la cohérence des dépréciations comptabilisées.

Vente de l'immeuble Hoche et déménagement du siège social

Risque identifié

Comme indiqué aux notes « Faits marquants » et R8 « Résultat exceptionnel » de l'annexe aux comptes annuels, votre société a conclu une opération de cession « Lease Back » de son immeuble de bureaux « 3, avenue Hoche à Paris » en date du 30 septembre 2020.

Nous avons considéré que la vente de l'immeuble et le déménagement du siège social de votre société constituait un point clé de l'audit compte tenu du caractère significatif de l'opération et des hypothèses prises par la direction pour l'organisation et la réalisation du déménagement notamment en matière de calendrier.

La quote-part de prix revenant à votre société s'élève à 42,3 M€ duquel ont été retranchés les coûts liés à la remise en l'état de l'immeuble, les coûts de transaction et de conseil ainsi que la valeur nette comptable des immobilisations corporelles cédées. Il en résulte un résultat exceptionnel sur la cession de l'immeuble de 12,1 M€.

Notre réponse

Notre approche d'audit a consisté à examiner :

- la documentation contractuelle liée à la vente déterminant son prix et la quote-part revenant à la banque ;
- le traitement comptable de la sortie des immobilisations corporelles ;
- les coûts liés à la vente et ceux estimés en prévision du déménagement ;
- les traitements fiscaux et sociaux.

Provisionnement du risque de crédit**Risque identifié**

Du fait de son activité, votre banque est exposée à un risque de crédit sur les prêts octroyés à la clientèle.

Comme indiqué dans la note 1.3 de l'annexe aux comptes annuels, les créances sur la clientèle présentant un risque de crédit avéré donnent lieu à la comptabilisation d'une dépréciation à hauteur des pertes probables correspondant à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif.

S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, la direction de la banque est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.

Nous avons considéré la détermination de ces dépréciations des crédits comme un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés actualisés. Comme indiqué dans la note A.3, le montant des dépréciations pour risque de crédit figurant au bilan s'établit à M€ 61,4 au 31 décembre 2020.

Notre réponse

Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction, dans le contexte de crise de la Covid-19, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.

Nous avons en particulier :

- mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre banque afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;
- testé l'efficacité des contrôles-clés mis en œuvre par votre banque relatifs à ces procédures ;
- analysé les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit en prenant en compte, le cas échéant, l'impact de la crise sanitaire sur ces flux ou les garanties spécifiques liées aux plans de soutien à l'économie ;
- mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux par type de clientèle.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque Neuflyze OBC par votre assemblée générale du 22 mai 2014 pour le cabinet MAZARS et du 26 mai 2016 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2020, le cabinet MAZARS était dans la septième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la cinquième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les

comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 30 avril 2021
Les Commissaires aux Comptes

MAZARS
Bertrand Desportes

ERNST & YOUNG Audit
Luc Valverde

V. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la Banque, 3, avenue Hoche – 75008 Paris.